

Facebook, Twitter et les fonctionnaires fédéraux

L'ACAF, l'AJJ, l'ACEP, l'APFC, l'APASE et l'IPFPC ont formé une coalition sous le vocable : « Les professionnels au service des Canadiens » (PSC). Cette coalition a pour but d'effectuer une campagne médiatique conjointe contre la réduction du financement des programmes et des services publics que planifie le gouvernement. La campagne se concentre sur les effets de ces réductions sur le bien-être et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes en général, plutôt que de porter directement sur les syndiqués. L'une des tactiques de la campagne consiste à encourager les membres à utiliser les médias sociaux pour sensibiliser les Canadiens et les Canadiennes aux dangers que ces réductions de fonds présentent pour eux.

Voici un extrait d'un avis juridique portant sur les droits et les limites que les syndiqués doivent respecter lorsqu'ils participent à la campagne par des microbillets sur Twitter ou des commentaires sur Facebook.

Facebook, Twitter et les fonctionnaires fédéraux – la réponse brève

Après avoir examiné les lois, les politiques et les codes pertinents, le cabinet d'avocats a donné les conseils généraux suivants aux fonctionnaires qui désirent participer à la nouvelle campagne médiatique :

Si vous participez à la campagne de Facebook et de Twitter:

- Faites-le à partir de votre ordinateur domestique en utilisant votre adresse de courriel personnelle. N'utilisez pas les installations de l'employeur pour participer à la campagne;
- Évitez de faire des commentaires qui visent des particuliers;
- Évitez de faire des commentaires qui visent des ministères ou des organismes gouvernementaux précis, en particulier votre propre ministère ou organisme;
- Si votre travail est lié à la mise en œuvre des réductions aux politiques et aux programmes publics, le risque est plus grand que l'on vous considère comme étant en conflit d'intérêts apparent et que vous fassiez l'objet de mesures disciplinaires;
- Si vous faites des commentaires sur Facebook, sachez que vous n'êtes pas à l'abri de la surveillance de l'employeur simplement parce que votre profil est protégé par quelques filtres de confidentialité;
- Alignez vos commentaires sur le contenu du site PSC.

Malgré ce qui précède, l'avis juridique nous met aussi en garde contre les conséquences possiblement graves pour les employés qui, s'étant engagés dans la campagne de Twitter et de Facebook, seront reconnus coupables de conflit d'intérêts suivant le [Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat](#), du Conseil du Trésor, en contravention avec la [Loi sur l'emploi dans la fonction publique](#) ou le [Code de valeurs et de déontologie de la fonction publique](#). Dans ces cas, les employés risquent des mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'à la destitution.

Cela dit, si vous participez à la campagne de Twitter et de Facebook, faites preuve d'autant de professionnalisme que lorsque vous exécutez vos fonctions pour l'employeur. Après tout, nous sommes des Professionnels au service des Canadiens ...